

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 14 juin 1989

La séance est ouverte à 14 heures.

Prières

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

L'IMMIGRATION

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ACCORDER DES VISAS AUX RÉFUGIÉS CHINOIS

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, le monde entier a les yeux rivés sur la Chine et les événements terribles qui s'y déroulent.

Les étudiants chinois au Canada passent par une double épreuve. Ils craignent qu'en manifestant ici pour rester solidaires de leurs collègues qui luttent contre la tyrannie à la place Tiananmen, on n'exerce des représailles contre leur famille en Chine.

Chaque jour, des Canadiens de tous les coins du pays appellent pour demander que le gouvernement prenne des mesures concrètes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a demandé qu'on lui en suggère.

Je demande au gouvernement d'offrir immédiatement des visas aux réfugiés chinois qui ont de la famille au Canada, et d'offrir l'asile à tout citoyen condamné par son propre gouvernement pour sa foi dans les libertés, notamment la liberté d'expression.

Les Canadiens ne veulent pas rester passifs pendant que la justice est bafouée en Chine.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE QUE SOIENT VERSÉS LES PAIEMENTS D'AIDE AUX VICTIMES DE LA SÉCHERESSE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, la semaine dernière, le premier ministre (M. Mulroney) s'est cru obligé d'aller à Saskatoon pour rassurer encore une fois les agriculteurs et leur dire qu'ils ont l'appui des conservateurs. Les agriculteurs ont entendu ce refrain si souvent qu'ils commencent à se demander ce que le gouvernement est en train de tramer.

En particulier, les agriculteurs ont besoin de savoir combien d'argent ils peuvent s'attendre à recevoir du programme d'aide aux producteurs victimes de la sécheresse et quand les chèques seront postés.

Ils veulent aussi savoir si les commissions d'appel auront le mandat de corriger les injustices attribuables au programme informatique archaïque conçu en fonction des municipalités que le ministre de l'Agriculture (M. Mazankowski) persiste à utiliser. Ce programme est déjà reconnu comme l'un des plus stupides jamais appliqué par un gouvernement. Il aurait sûrement la vedette dans une comédie des erreurs, mais il s'agit ici de personnes en chair et en os qui ont besoin d'argent sonnante pour payer de vraies factures.

Malheureusement, les banquiers n'accepteront pas de discours vides en guise de paiement, pas même ceux du premier ministre.

* * *

LES PÊCHES

LES INQUIÉTUDES DES PÊCHEURS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le très hon. John N. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, une fois de plus le gouvernement conservateur dédaigne les intérêts de la Colombie-Britannique. Il refuse d'entendre les préoccupations légitimes de 25 000 pêcheurs et travailleurs de conserveries de la Colombie-Britannique.

Cette semaine, des représentants du Fisheries Council of B.C., du Syndicat des pêcheurs et des travailleurs assimilés et de la Fraternité des Indiens de la Colombie-Britannique sont venus rappeler au Parlement l'inévitable perte d'emplois qui se produira si notre gouvernement consent à laisser aux États-Unis le plein accès à notre poisson non transformé.

Certes, par la faute du libre-échange que les conservateurs ont conclu avec les États-Unis, nous avons perdu les principaux recours que nous avons contre les décisions défavorables du GATT. Le gouvernement pourrait au moins examiner d'un bon oeil la proposition de l'industrie de la Colombie-Britannique selon laquelle le Canada devrait prévoir par règlement que les besoins de notre pays en poisson doivent être satisfaits avant que le poisson non traité puisse être exporté.